

ALTITUDE
Société par actions simplifiée
Au capital de 1 000 euros
Siège social : 58 rue de Monceau
75008 PARIS
En cours de constitution

COMPTE RENDU D'AVIS DONNE

INITIALES

FJ MF

Nous nous sommes rencontrés pour évoquer avec vous votre projet de création d'une structure commerciale.

À cette occasion, nous avons attiré votre attention sur les principaux points suivants :

1. Les raisons.

Vous nous avez contacté afin de créer votre société familiale, commerciale pour pouvoir exercer les activités suivantes :

Holding

Prestations de conseil et de formation pour les entreprises et particuliers

Coaching

La forme sociétaire permet la transmission de l'entreprise aux enfants des associés et il permet également de bénéficier de la séparation des patrimoines privé et professionnel.

Au cours de nos différents entretiens, nous avons abordés les différentes formes sociétaires envisageables dans le cadre de votre projet, les contraintes et exigences réglementaires ainsi que les phases de démarrage de votre activité afin de vous permettre de vous déterminer.

2. Les différentes formes sociétaires

Dans le cadre de votre projet, deux types de sociétés commerciales sont plus adaptées à votre projet.

Société à responsabilité limitée

Gamme étendue de SARL

Société hybride, à mi-chemin entre la société de personnes et la société de capitaux, la société à responsabilité limitée se crée avec seulement deux associés et un capital librement déterminé par les statuts (possibilité de n'en libérer qu'un cinquième au moment de la constitution). Sa gestion est assurée par un ou plusieurs gérants personnes physiques. Sa relative souplesse lui permet de répondre à des besoins très divers.

La gamme des SARL est ainsi particulièrement étendue : elle va de la modeste entreprise artisanale jusqu'à l'importante filiale commune de sociétés. Elle peut être pluripersonnelle (SARL classique comptant 2 à 100 associés) ou unipersonnelle (EURL).

Les considérations de personnes y ont une grande importance, à tel point que la procédure d'agrément des cessions de parts au profit d'associés ou de tiers est relativement rigide.

Il existe une séparation très nette entre la personnalité de la société et celle des associés, ce qui n'est pas le cas dans les sociétés de personnes.

Les parts en industrie sont admises dans les SARL.

Le commissariat aux comptes n'est pas obligatoire dans les SARL d'envergure moyenne, du moins tant que ce rouage n'est pas demandé par un ou plusieurs associés représentant 10 % du capital.

Les résultats de la SARL sont en principe soumis à l'IS, toutefois les PME en phase de création ont la possibilité d'une option pour le régime fiscal des sociétés de personnes ; cela peut être un avantage important du fait de sa transparence fiscale. En outre, les SARL de famille ainsi que l'EURL peuvent, sur option, être imposées selon le régime des sociétés de personnes.

Rigidités de la SARL

Les pouvoirs du gérant, qui est obligatoirement une personne physique, sont encadrés et très liés à la participation au capital. Une des contraintes de la SARL réside dans la distinction, fondée ou non, entre gérant minoritaire et gérant majoritaire au regard du statut social. La révocation du gérant se fait par décision des associés représentant plus de la moitié des parts sociales, les statuts peuvent prévoir une majorité plus forte (c. com. art. L. 223-25, al. 1). Le gérant associé vote la résolution relative à sa révocation.

Sur le plan fiscal, la distinction a toutefois perdu de son acuité puisque les deux gérants sont pareillement imposés.

La convocation aux assemblées est formaliste et les décisions collectives sont soumises à des règles de majorité assez strictes, même si la SARL permet une consultation des associés en dehors de toute assemblée (sauf pour l'approbation des comptes). Chaque associé dispose d'un nombre de voix égal à celui des parts qu'il détient. Il ne peut y avoir de droit de vote double ou de parts sans vote.

Le conjoint marié sous le régime de la communauté peut revendiquer, lors de la constitution de la société (ou en cours de vie sociale), la qualité d'associé ; son consentement est nécessaire pour les cessions de parts sociales. Les parts ne sont pas négociables mais cessibles par les voies civiles. Les parts sociales ne peuvent être cédées à des tiers étrangers à la société qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins la moitié des parts sociales.

3

Société par actions simplifiée

Souplesse de fonctionnement

La SAS constitue une opportunité pour les petites et moyennes entreprises. Elle donne une image moderne de l'entreprise ; elle est très liée à l'innovation.

Elle peut favoriser les associations 50-50 en instituant, par exemple, une présidence tournante ou en cloisonnant le rôle de chacun des associés ; une clause d'arbitrage pourra compléter ce dispositif.

Elle présente de nombreux atouts liés essentiellement :

- à la possibilité d'adapter le montant du capital aux besoins de la société ; aucun capital minimal n'est imposé ;
- à la grande liberté de fonctionnement selon les choix retenus par les fondateurs (un seul président ou plusieurs organes de direction, pas de règles de cumul des mandats) ;
- à une adaptation des organes d'administration, de direction ou de contrôle aux buts que les fondateurs désirent leur voir atteindre (ex. : délimitation des pouvoirs par les statuts, président personne morale, clause d'alternance de façon que cette fonction soit exercée dans le temps par chacun des partenaires, modes de révocation libres) ;
- à une simplification profonde du droit des sociétés (ex. : modes de consultation et d'information des associés libres) ;
- à la possibilité d'instaurer légalement et statutairement des clauses restrictives des cessions d'actions ou de contrôle de l'actionnariat (ex. : interdiction de céder ses actions pendant dix ans au plus, privation de droits de vote, exclusion d'associés) ;
- au statut du président qui s'apparente, sur de nombreux points, à celui du président-directeur général d'une société anonyme et donc à celui de salarié pour les dispositions fiscales et sociales ;
- aux possibilités offertes pour des concours financiers extérieurs, notamment par le biais d'aménagements statutaires favorables aux investisseurs professionnels ;
- à une émission possible d'actions de préférence conférant des droits patrimoniaux ou extrapatrimoniaux différents de ceux des actions ordinaires ;

- à limiter le recours aux pactes d'actionnaires. Toutefois, l'inscription dans les statuts présente l'inconvénient d'ériger ces clauses en mode de fonctionnement de la société et d'être publique.

Emprunts de la SA et de la SARL

Une ou plusieurs personnes physiques ou morales peuvent instituer une société par actions simplifiée. Aucun capital minimum n'est exigé et des actions en industrie peuvent être créées dans les conditions statutaires.

La différence profonde avec la société anonyme réside dans la liberté statutaire dont disposent les associés pour organiser la direction et prévoir les règles de fonctionnement. Les règles impératives sont ici réduites au minimum.

La SAS notamment depuis la loi du 4 août 2008 dite « loi de modernisation de l'économie » s'est adaptée pour concurrencer la SARL. Elle peut :

- avoir un capital librement fixé dans les statuts ;
- recevoir des apports en industrie et en contrepartie émettre des actions en industrie dans une SAS, dans une SARL ; ce sont des parts qui représenteront ces apports, dans l'un ou l'autre cas, ces titres ne peuvent être cédés ;
- ne pas avoir de commissaire aux comptes dès lors que la SAS ne fait pas partie d'un groupe ou qu'elle ne dépasse certains seuils.

Vous trouverez ci-dessous un tableau comparatif des différentes caractéristiques de la SARL et de la SAS.

	SARL	SAS
Capital minimal	<ul style="list-style-type: none"> • Pas de capital minimum, • Capital divisé en parts 	<ul style="list-style-type: none"> • Pas de capital minimum, • Capital divisé en actions
Nombre d'associés	<ul style="list-style-type: none"> • 1 à 100 • Personnes physiques ou morales 	<ul style="list-style-type: none"> • 1 à l'infini (sauf clause statutaire limitant le nombre). • Personnes physiques ou morales.
Direction Représentation	<ul style="list-style-type: none"> • 1 ou plusieurs gérants, associés ou non, obligatoirement personnes physiques 	<ul style="list-style-type: none"> • Un président personne physique ou morale • Les statuts peuvent prévoir un (ou plusieurs) directeur général
Pouvoir des dirigeants	<ul style="list-style-type: none"> • Pouvoirs les plus étendus dans les rapports avec les tiers • Limitation des pouvoirs : respect de l'objet social 	<ul style="list-style-type: none"> • Le président représente la société envers les tiers ; pouvoirs les plus étendus dans les rapports avec les tiers • Limitation des pouvoirs : respect de l'objet social
Statut social du dirigeant	<ul style="list-style-type: none"> • Gérant minoritaire ou égalitaire rémunéré : statut de salarié • Gérant majoritaire : statut de non-salarié. 	<ul style="list-style-type: none"> • Statut de salarié pour le président et autres dirigeants rémunérés
Cumul avec un contrat de travail	<ul style="list-style-type: none"> • Gérant minoritaire possible si les critères du contrat sont réunis 	<ul style="list-style-type: none"> • Possible pour le président personne physique si les

		critères du contrat de travail sont réunis
Dépôt des comptes au greffe	<ul style="list-style-type: none"> Oui 	<ul style="list-style-type: none"> Oui
Nomination des commissaires aux comptes	<ul style="list-style-type: none"> Nomination obligatoire sous conditions (chiffre d'affaires, total bilan, effectif salarié) 	<ul style="list-style-type: none"> Nomination obligatoire sous conditions (chiffre d'affaires, total bilan, effectif salarié, contrôle par une autre société)
Cession des droits sociaux	<ul style="list-style-type: none"> Nécessité d'un acte La cession aux tiers nécessite le consentement de plus de la moitié des associés représentant au moins la moitié des parts sociales. 	<ul style="list-style-type: none"> Actions négociables Les statuts prévoient ou non un agrément préalable ; agrément général ou limité à certains associés (liberté statutaire)
Responsabilité	<ul style="list-style-type: none"> Associés : à hauteur de leurs apports. Gérants : en cas de faute de gestion, la responsabilité peut être étendue à leurs biens personnels Responsabilité fiscale, comme tout dirigeant 	<ul style="list-style-type: none"> Associés : à hauteur de leurs apports Présidents : en cas de faute de gestion, la responsabilité peut être étendue à leurs biens personnels Responsabilité fiscale comme tout dirigeant.
Régime fiscal	<ul style="list-style-type: none"> IS, mais régime des sociétés de personnes pour les SARL de famille sur option Option IR pour 5 ans pour les petites entreprises ayant moins de 5 ans d'existence 	<ul style="list-style-type: none"> IS de plein droit Option IR pour 5 ans pour les petites entreprises ayant moins de 5 ans d'existence

3. Les contraintes et exigences réglementaires

- *Activité et objet social :*

- L'objet social de la société s'entend du type d'activité que la société se propose d'exercer pour obtenir les résultats escomptés. Il doit donc être défini dans les statuts.
- Pour être valable, l'objet doit être possible et licite, c'est-à-dire conforme à l'ordre public, aux bonnes mœurs et aux dispositions impératives des lois et règlements. La licéité de l'objet s'apprécie à la fois avec la « définition » statutaire et l'activité réellement exercée par la société.
- Dans le cadre de votre activité, il est conseillé que la Société soit propriétaire d'une partie du matériel nécessaire à la réalisation de l'activité.

4. Vos choix

Situation actuelle :

Au regard des éléments fournis, vous avez opté pour la constitution d'une SAS dont les principales caractéristiques sont les suivantes :

Projet :

Forme juridique : Société par actions simplifiée

Dénomination sociale : ALTITUDE

Capital social : 1 000 euros

Associés :

Monsieur Martin FUMA :	1 000 €	1 000 actions
------------------------	---------	---------------

Valeur du titre : 1 euro

Les droits de vote attachés aux actions composant le capital social sont répartis proportionnellement au nombre d'actions.

Le résultat est réparti proportionnellement aux nombres d'actions.

Siège social : 58 rue de Monceau 75008 PARIS (société de domiciliation)

Régime d'imposition : IS

TVA : franchisé en base

Dirigeants : Président M. FUMA

Régime social : assimilé salarié

Date de clôture de l'exercice : 31/12 (1ère date de clôture 31/12/2024).

Date de démarrage de la société : avant le 31 mars 2024

Objet social :

La propriété et la gestion, de tous les biens mobiliers et immobiliers et plus particulièrement de toute participation dans toutes sociétés et de tous autres biens meubles et immeubles, à quelque endroit qu'ils se trouvent ;

La prise de participation ou d'intérêts dans toutes sociétés ou entreprises commerciales, industrielles, financières, agricole, mobilières ou immobilières ;

La participation de la société, par tous moyens, à toutes entreprises ou sociétés créées ou à créer, pouvant se rattacher à l'objet social, notamment par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, commandite, souscription ou rachat de titres ou droits sociaux, fusion, alliance ou association en participation ou groupement d'intérêt économique ou de location gérance ;

L'acquisition, la prise à bail des locaux nécessaires à son exploitation ou à celles de ses filiales ;

La délivrance de prestations envers ses filiales en participant activement à la conduite de leur politique et au contrôle des filiales et en rendant, le cas échéant et à titre purement

INITIALES

FJ MF

interne au groupe, des services spécifiques administratifs, juridiques, comptables, financiers ou immobiliers ;

L'administration, la mise en valeur et l'exploitation par bail ou autrement des biens sociaux ;

La propriété et la gestion d'un portefeuille de valeurs mobilières de sociétés cotées et non cotées par voie d'achat, d'échange, d'apport de souscription de parts, d'actions, obligations et de tous titres en général, en usufruit ou en nue-propriété, et ceci dans le cadre d'une gestion strictement privée du patrimoine de ladite société ;

L'obtention de toutes ouvertures de crédits et facilités de caisse avec ou sans garantie hypothécaire, avec ou sans recours à des instruments financiers, produits de couverture de taux, swap et toute forme de dérivés de crédits, et tout particulièrement pour permettre le financement des acquisitions susmentionnées ;

Toutes opérations destinées à la réalisation de l'objet social, notamment en facilitant le recours au crédit dont certains associés pourraient avoir besoin pour se libérer envers la société des sommes dont ils seraient débiteurs, à raison de la réalisation de l'objet social et ce, par voie de caution hypothécaire ;

Prestations de conseil, de formation et de coaching pour les entreprises et particuliers.

Clause d'agrément pour les cessions de titres : pour les tiers

Droit de préemption (SAS) : non

Droit de location (SAS) : non

Nombre de salariés : 0

Journal d'annonce légale : mesinfos.fr

Valeur de la mission : 1 500 € HT

☐ Capital social et responsabilité des associés

Votre société est une société commerciale réunissant des associés, personnes morales ou physiques, dont la responsabilité est limitée au montant de leurs apports. Les associés fixent librement le montant du capital social de la société.

Cette limitation de responsabilité est un avantage déterminant dans ce type de société, puisqu'il permet aux associés de protéger leur patrimoine privé.

Cependant, il arrive souvent qu'il soit réduit à néant. En effet, les banques demandent aux associés un engagement solidaire lors de la conclusion d'un emprunt et les tribunaux peuvent, en cas de faute de gestion notamment, écarter cette limitation de responsabilité.

☐ Administration de la société

Le dirigeant et ses pouvoirs

La société peut être gérée par un ou plusieurs dirigeants, associés ou non. La mission de ces derniers consiste dans la gestion et l'administration courante des affaires sociales. Ils ont donc les pouvoirs les plus étendus pour engager la société dans la limite de l'objet social. L'objet social doit, en conséquence, être défini précisément.

Les pouvoirs du dirigeant peuvent, certes, être limités par une clause statutaire, mais cette clause ne sera pas opposable aux tiers. A leur égard, la société sera dès lors engagée par tous les actes accomplis par le gérant.

Il n'y a pas de clause limitative des pouvoirs du gérant dans les statuts.

☐ Perte de la moitié du capital

Si la société réalise des pertes telles que ses capitaux propres (capital social, réserves, report à nouveau) deviennent inférieurs à la moitié du capital social, les associés sont tenus de se prononcer sur la poursuite d'activité ou la dissolution de la société.

En cas de poursuite d'activité, ils devront reconstituer les capitaux dans les deux ans du constat des pertes. En tout état de cause, au terme de ce délai, les capitaux propres doivent de nouveau être égaux à la moitié du capital social.

8

☐ Répartition des résultats et dépôt des comptes au Greffe du tribunal de Commerce

Dans le silence des statuts, la loi prévoit que les bénéfices sont répartis proportionnellement au capital détenu par chacun des associés. Les statuts peuvent prévoir une répartition différente. Toutefois la clause statutaire ne doit pas priver un des associés de sa vocation à participer aux bénéfices ni l'exonérer de sa participation aux pertes.

La loi fait obligation de prélever 5 % des bénéfices de l'exercice pour affectation à la réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque cette réserve atteint 10 % du capital social.

La société doit déposer au Greffe du Tribunal de Commerce ses comptes annuels, la décision d'affectation du résultat et, le cas échéant, le rapport du Président.

☐ Régime fiscal

Le régime fiscal applicable de plein droit est celui de l'impôt sur les sociétés. La société sera donc imposée sur ses résultats à hauteur de 25 %, (15 % jusqu'à 42 500 €).

Les associés seront personnellement imposés à l'impôt sur le revenu, sur les dividendes distribués (et sur le montant de la rémunération pour les dirigeants).

En l'absence de distribution de dividendes, il n'y aura pas d'impôt sur le revenu (sauf sur la rémunération versée au dirigeant ; ainsi que l'impôt sur les sociétés pour la personne morale.).

Nous vous rappelons également :

- que les dividendes affectés aux associés personnes physiques sont soumis à prélèvements sociaux (CSG/CRDS au taux 17.20 %) ;
- que le régime de l'impôt sur les sociétés ne permet pas d'exonérer les plus-values (ainsi, les plus-values réalisées lors de la vente d'actifs immobilisés seront taxées au taux de l'impôt sur les sociétés).

Le régime fiscal de l'impôt sur le revenu permet une exonération des plus-values sur les ventes de matériels. Ce dispositif est applicable sous conditions :

- l'activité doit être de nature commerciale, industrielle, artisanale, libérale ou agricole et être exercée à titre professionnel.
- l'activité doit avoir été exercée pendant au moins cinq ans à la date de la cession des éléments d'actif.
- Ces plus-values sont ainsi exonérées pour :
 - o la totalité de leur montant, lorsque les recettes annuelles HT sont inférieures ou égales à 250 000 € (activités de vente) ou 90 000 € (autres activités) ;
 - o une partie de leur montant, lorsque les recettes sont comprises entre 250 000 € et 350 000 € (activités de vente) ou entre 90 000 € et 126 000 € (autres activités)

Il s'agit de la moyenne des recettes réalisées au titre des exercices clos au cours des deux années civiles qui précèdent l'exercice de réalisation des plus-values (si besoin ramenées à douze mois). En fonction de l'activité, certaines recettes particulières ne doivent pas être prises en compte.

Nous vous rappelons :

- que ce dispositif d'exonération est soumis à conditions et qu'il peut être sujet à évolution législative,
- que la Société ne doit pas avoir pour un seul client (cela est constitutif d'un abus de droit fiscal).

Compte-tenu de ces éléments et afin de pouvoir maîtriser au mieux les prélèvements fiscaux et sociaux, vous avez choisi le régime fiscal de l'impôt sur les sociétés.

☐ Autres aspects fiscaux : la cotisation foncière des entreprises

- La Cotisation Foncière des Entreprises (CFE) : cette taxe est due chaque année par les personnes qui exercent, à titre habituel, une activité professionnelle non salariée.

La cotisation est assise sur la valeur locative des biens passibles d'une taxe foncière. Et elle est due par la société qui a la disposition des biens pour les besoins de son activité professionnelle (que ce soit à titre onéreux ou gratuit). Même en l'absence de bâtiment/garage pour exercer votre activité, la disposition d'une pièce pour y fixer votre siège social, est soumise à la Cotisation Foncière des Entreprises.

☐ Régime social

D'un point de vue social, en tant que dirigeants de la société, vous relèverez obligatoirement du régime des "assimilés-salariés". Vous serez donc automatiquement assujetti au régime général de la sécurité sociale au titre de votre mandat social, quelle que soit l'étendue de vos pouvoirs dans la société ou du nombre d'actions que vous détenez.

En revanche, vous ne pourrez pas prétendre à l'assurance chômage. Vous pourrez toutefois contracter une assurance volontaire auprès d'autres organismes.

N'étant pas salarié au sens du droit du travail, vous ne bénéficierez pas non plus de l'indemnité compensatrice de congés payés, préavis, indemnité pour rupture abusive du contrat de travail, ni du privilège des salariés. Enfin, en cas de conflit avec la société, celui-ci ne relèvera pas de la compétence du conseil des prud'hommes, mais du tribunal de commerce.

Nous vous rappelons également que le fait d'être associé ne donne pas de droit pour effectuer une activité sur la société : toute personne travaillant dans le cadre de la société doit avoir un statut : dirigeants ou salariés.

L'adhérent déclare avoir été pleinement informé des éléments inclus dans le présent document. Pour que cette déclaration ne puisse être considérée comme une clause de style faite par l'adhérent sans qu'il n'ait été en mesure d'en apprécier la portée et les conséquences, il a immédiatement signé à la demande d'ADHEO après que celui-ci ait spécialement attiré son attention quant au contenu et à l'importance de cette déclaration.

10

Fait à Laxou
Le 28 février 2024

Pour ADHEO
Monsieur Florent JACQUES
Juriste



Monsieur Martin FUMA



Signature précédée de la mention autographe « lu et approuvé, bon pour reconnaissance d'avis donné »